

**SAISINE
SUR
PROSPECTIVE ET DÉMOCRATIE**
(Décision du Bureau du 22 mars 2011 - NS11240)

Les résultats de la deuxième vague du baromètre de la confiance politique, publiés par le centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) le 31 janvier 2011, témoignent d'une insatisfaction grandissante des Français face à la démocratie représentative et aux formes traditionnelles de la représentation politique.

Ainsi, 83 % des sondés pensent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas de leur avis et 54 % n'ont confiance ni dans la droite, ni dans la gauche pour gouverner le pays. Plus largement, 57 % pensent que notre démocratie fonctionne peu ou pas du tout.

Cette défiance vis-à-vis des institutions et de leurs représentants n'est pas l'unique indice d'une crise de la démocratie politique. La diminution du taux d'inscription sur les listes électorales, la légère hausse du nombre de votes blancs et nuls, et enfin la tendance générale à l'augmentation de l'abstention électorale, seulement entrecoupée par quelques rares regains temporaires, sont autant de signaux qui doivent nous alerter.

Si ces phénomènes ne sont pas nouveaux, ils sont en revanche récurrents, grandissants et préoccupants.

Pourtant cette défiance croissante vis-à-vis des institutions n'a pas pour corollaire un désintérêt démocratique puisque 58 % des personnes interrogées disent s'intéresser à la politique. De même, la population conserve toute sa capacité de mobilisation dès que les sujets la touchent de près et la concernent. La montée en puissance d'autres formes de participation non institutionnelle telles que la signature de pétitions, le recours à d'autres moyens d'intervention dans le débat public (en particulier via les technologies de l'information et de la communication, les réseaux sociaux...) témoigne aussi de l'attention des citoyens pour la vie de la cité, de leur volonté d'y participer et d'y faire valoir leur point de vue.

Répondre à ces aspirations nécessite de repenser le lien entre gouvernants et gouvernés. Le CESE de part son positionnement a toute légitimité pour contribuer à cette réflexion.

Ainsi, une étude de la délégation pourrait d'abord revenir sur ce désenchantement démocratique et chercher à en identifier les principales causes. Il s'agirait ensuite de réfléchir à une vision prospective d'une culture démocratique renouvelée qui s'attacherait à restaurer la confiance politique, à développer la participation du plus grand nombre et à intégrer le long terme dans les choix politiques.

La délégation pourrait à partir de comparaisons internationales notamment, envisager différents scénarios sur l'approfondissement de la démocratie représentative et ses articulations possibles avec le développement d'une culture de la décision partagée.

Au cours de sa réunion de ce jour, le Bureau a décidé de confier à la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques la préparation d'une étude sur cette question. L'achèvement des travaux est prévu pour le second semestre 2011.